

Déclaration des salariés de l'APEAJ réunis en assemblée générale

et en réunion de droit d'expression des salariés au conseil d'administration du 10 juin 2021

Le projet de dénonciation de l'accord RTT a percuté l'ensemble des salariés de l'Apeaj de par son manque de clairvoyance, de consultation et d'injustice.

Depuis quelques années, nous assistons à une dégradation de nos conditions de travail :

- Les profils des jeunes évoluent, nous accueillons de plus en plus de jeunes ayant des troubles psychiatriques et autistiques tant à l'IME qu'à l'ITEP. Ce changement est plus ou moins accompagné puisque les formations se mettent peu à peu en place et que les médecins psychiatres désertent le médico-social. A la rentrée 2021, il n'y aura plus qu'une psychiatre à l'ITEP (33%) et une à l'IME (20%)
- Le turn over des directions fragilisent l'association et les conditions de travail étant donné que les projets n'aboutissent pas (projet architectural à Bivès depuis 10 ans, projet hébergement des jeunes majeurs, etc). Les salariés désespèrent et se lassent.
- La médecine du travail est très sollicitée par des salariés qui s'épuisent et perdent le sens de leur travail. Elle déclare 2 inaptitudes par an pour l'Apeaj.
- Le management de l'IME a eu des conséquences très lourdes ces dernières années, avec un climat conflictuel qui a du mal à s'apaiser

N'oublions pas que certains projets et décisions associatifs mal gérés ont été décidés par certains membres de l'ancien CA qui sont toujours en place.

Malgré l'absence de gouvernance associative et la crise sanitaire, les salariés ont maintenu des accompagnements de qualité, ont fait vivre l'association.

Avant de taper brutalement sur les conditions de travail des salariés, nous vous demandons de réfléchir à des solutions alternatives dans l'organisation du travail et dans la gestion de l'association. Nous nous proposons d'être, comme toujours, partie prenante à cette réflexion et attendons aussi les résultats de l'expertise votée en CSE pour avoir une meilleure lisibilité de la gestion financière de l'association.

Aujourd'hui, les salariés rassemblés (massivement) devant la salle de réunion réclament que le conseil d'administration déclare formellement abandonner le projet de dénonciation de l'accord RTT. Ils attendent du conseil d'administration et des directions de protéger l'association, ses valeurs, ses usagers, ses salariés contre les politiques d'austérité qui démantèlent le médico-social.